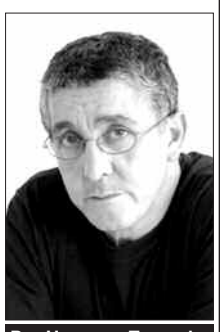
## CE MONDE QUI BOUGE

# Washington lâche-t-il le Conseil national syrien ?



Par Hassane Zerrouky

Estimant qu'il ne pouvait «plus être considéré comme le dirigeant visible de l'opposition», Hillary Clinton a sommé la semaine dernière le Conseil national syrien (CNS) de se fondre dans une «opposition plus élargie capable, a-t-elle précisé, de parler à chaque segment et à chaque composante géographique de Syrie». Autrement dit, elle veut contraindre cette organisation soutenue et financée par le Qatar et l'Arabie saoudite, que l'ex-ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, considérait comme «l'interlocuteur légitime, le pôle autour duquel doit s'organiser l'opposition», à se dissoudre et à ne plus prétendre incarner à elle seule l'opposition syrienne. Piqué au vif et ne s'avouant pas vaincu, le CNS, qui tient ses assises depuis dimanche à Doha (Qatar), a inclus plus de 200 nouveaux membres dans son secrétariat général. Les représentants des militants de l'intérieur composent 33% du secrétariat et formeront le tiers de la direction du CNS qui doit être élue mercredi, alors que les minorités religieuses et ethniques du pays sont représentées à hauteur de 25%.

Le but de cette restructuration prise sous la contrainte est de montrer que le CNS est bien la seule organisation représentative de l'opposition syrienne. Mais qu'à cela ne tienne. Washington n'a pas varié de position. Commentant lundi cet élargissement, la porte-parole du département d'Etat Victoria Nuland a jugé que «l'augmentation du nombre de membres n'élargira pas nécessairement la représentativité» du CNS.

Contrairement à la France, qui ne jurait que par le CNS, les Etats-Unis ont de tout temps insisté sur le manque de représentativité de cette organisation quand ils ne mettaient pas en exergue les dissensions minant l'opposition syrienne. Qui plus est, l'intransigeance du CNS, encouragée ouvertement par les Qataris, qui se traduisait par un refus de tout compromis avec tout ou partie du régime syrien en vue d'une sortie négociée de la crise, persuadée alors que le scénario libyen pouvait être réédité en Syrie, agaçait au plus haut point les Américains. Qui plus est, le CNS, partisan d'une intervention militaire étrangère, était très critiqué par l'opposition interne, notamment par le Comité de coordination pour le changement démocratique qui regroupe les partis de gauche, nassériens et kurdes, favorable à un compromis négocié avec le régime syrien, compromis incluant le retrait de Bachar al-Assad et ses proches de la vie politique. Décidé de reprendre en main un dossier un peu laissé entre les mains des Qataris et des Saoudiens, Washington mise désormais sur un autre cheval en la personne de l'homme d'affaires et ex-député syrien Riad Seif. Cet homme de confiance des Etats-Unis, que le CNS soupçonne de vouloir refonder l'opposition syrienne afin de négocier avec le régime, propose la création d'une nouvelle instance regroupant toute l'opposition syrienne et dont le CNS ne serait qu'une partie parmi d'autres.

Intitulée «Comité de l'initiative nationale syrienne», cette proposition devrait être à l'ordre du jour d'une réunion convoquée par la Ligue arabe et le Qatar à Doha. Elle ne vise rien de moins qu'à constituer, en concertation avec les représentants de l'Armée syrienne libre (ASL) et des comités populaires qui animent les manifestations en Syrie, une direction politique, un conseil militaire suprême et un gouvernement intérimaire formé de technocrates.

Le CNS a décidé de participer à cette réunion non pour se dissoudre mais, visiblement, pour neutraliser l'initiative de Riad Seif. Radwan Ziadeh, directeur du bureau des relations internationales au CNS, prévient que l'initiative de Riad Seif est «mort-née : elle est soutenue sur le plan international, mais ne jouit pas d'appui à l'intérieur» de la Syrie de la part des meneurs du soulèvement.

En attendant, les violences ne connaissent aucun répit. Pour la première fois à Alep, de violents combats ont opposé des Kurdes à l'Armée syrienne libre. Tandis que la montée en puissance des djihadistes du Front An-Nosra, nouvel acteur d'un conflit qui s'enlise, inquiète de plus en plus, y compris au sein de l'opposition syrienne.

**H. Z.**

## PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

# Large victoire de Barack Obama

***Barack Obama, le président sortant des Etats-Unis, n'aura donc pas à attendre l'ultime dépouillement des votes pour fêter une victoire remportée face à un adversaire qui, à aucun moment, ne s'est vu défaire de la sorte. Le collège des grands électeurs s'est exprimé largement en faveur du candidat des démocrates, confrontant, de manière brutale, les républicains à leurs illusions.***

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) -** Les sondages à profusion, pour une fois, n'ont pas été dans le vrai. Le coude-à-coude dont il était fait état tout au long de la campagne électorale s'est avéré une quasi-erreur d'appréciation des tendances. Barack Obama, le premier président de couleur dans l'histoire des Etats-Unis d'Amérique, a largement été plébiscité par le collège des grands électeurs pour jouir, pour quatre années supplémentaires, de son bail à la Maison Blanche.

En s'adjugeant 303 votes des grands électeurs, Barack Obama, qui n'avait besoin que de 270 voix pour se maintenir à la Maison Blanche, est le second candidat démocrate qui réussit deux mandats d'affilée depuis 1945. Il égalise, en effet, du coup, la performance de Bill Clinton, le seul avant lui à réussir la passe de deux. Avec plus de mérite pour Obama, puisqu'il a eu à présider aux destinées de la Nation américaine dans une conjoncture politico-économique des plus difficiles. Mitt Romney, son malheureux adversaire républicain dans cette joute électorale palpitante et à laquelle s'est invité l'ouragan Sandy, comme pour ajouter à son suspense, aura tenté pour infléchir la balance de son côté. Mais en vain. Il lui a manqué ce charisme dont use tout naturellement Barack Obama. Mais il a été aussi victime de ses positions flottantes sur des questions qui tiennent à cœur aux Américains. D'entre ses erreurs, celle d'avoir osé reprocher à Obama son sauvetage de l'industrie automobile américaine. Les syndicats du secteur se sont naturellement rangés du côté d'Obama. La victoire d'Obama, qui ne souffre d'aucune contestation, tant elle est large et indiscutablement méritée, est aussi le fruit d'une campagne électorale intelligente, bien conduite et qui a évolué non pas sur une logique de confrontation mais sur une optique de conciliation.

D'ailleurs, dans son discours après sa victoire, Barack Obama est resté sur cette conviction de ce que le compromis politique est incontournable en matière de gouvernance. Une attitude que se sont toujours interdit les républicains. D'ailleurs, l'impasse politique qui a freiné quelque peu l'essor américain ces quatre dernières années reste en l'état. Tant est que les républicains gardent toujours, à l'issue de cette élection, une majorité au niveau de la Chambre des représentants, alors que les démocrates confortent leur majorité au niveau du Sénat.

Ceci étant, en renouvelant leur confiance à Obama et, donc, aux démocrates, les Américains adoubent, il va sans dire, la politique africaine de l'administration Obama. Celle-ci, par plusieurs aspects, est en rupture quasi-radicale avec celle poursuivie par le républicain Bush et ses faucons. Depuis le discours du Caire, Barack Obama a entrepris, avec beaucoup de réussite, de changer l'image de l'Amérique dans le monde. A la méfiance permanente qui a marqué l'ère de l'administration républicaine, Barack Obama a substitué l'art de l'entente et de la possible coopération. Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat américaine, a été l'hôte de l'Algérie à deux reprises en l'intervalle de huit mois. Un dialogue stratégique a été enclenché entre les deux pays il y a quelques mois.

La réélection d'Obama est, donc, à apprécier comme un gage de l'approfondissement de la coopération algéro-américaine.

**S. A. I.**

## RÉÉLECTION DE B. OBAMA, BRUXELLES PLUTÔT SOULAGÉ, LES SAHRAOUIS PEUVENT ESPÉRER

# Obama en Kennedy, cette grande espérance des Sahraouis

**De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari**

En diplomatie, estiment les Européens, la continuité vaut mieux que l'«inconnu», «les ruptures» ou le désappointement.

Terrorisés par les mandats des Bush, senior et junior, les Européens, même si leurs relations avec Obama n'ont pas toujours été empreintes de sérénité, préfèrent, et de loin, le métis plutôt noir que les Texans, riches comme Crésus et guerriers devant l'Eternel. Avec la dynastie Bush, Bruxelles en était réduit à un rôle de vassal. Sur le dossier sahraoui, Obama fera-t-il ce qu'un illustre prédécesseur démocrate comme lui fit pour l'indépendance de l'Algérie ? Kennedy, hier, Kennedy, aujourd'hui. Au début de son mandat, B. Obama n'a pas fait de cadeau à l'Union européenne.

Concentration des bâtiments de l'US Navy en Asie-Pacifique, maintien doctrinal du bouclier anti-missiles, grande offrande de W. B. aux ex-de l'Est, satellites de l'ex-URSS, et surtout, stratégie en Afghanistan tracée par les seuls US, sans apport conceptuel des Européens. Ces derniers étaient considérés comme forces d'appoint, point barre. A l'Otan ou ailleurs. Par la suite, pourtant Obama tempère ses ardeurs et regarde plus envers Bruxelles. Il allège le bouclier anti-missiles, au grand dam de Varsovie, Prague, Bratislava et Sofia mais à la grande satisfaction de l'UE, accorde du crédit à l'expertise de Bruxelles concernant le Moyen-Orient et, notamment, la question palestinienne et amorce un rapprochement «d'équilibre» envers le Vieux-Continent pour contrebalancer l'essor asiatique, notamment celui de la Chine.

Si la nouvelle doctrine Obama n'a pas révolutionné les grands équilibres économiques, au plan politique, pourtant cela a eu du sens. L'Europe, en crise grave et dans une profonde léthargie diplomatique au vu de ses divergences internes, historiques et presque endémiques, a pu, au moins, négocier avec l'outre-Atlantique en relative confiance, comme d'habitude, quoi. L'Europe est, tout de même, le premier marché américain et contribue pour près de 30% des richesses mondiales. Sur l'euro, monnaie de 17 membres sur 27 de l'UE, l'administration Obama n'a pas passé outre mesure.

Si la réserve fédérale n'a pas été, directement, mêlée au sauvetage de l'euro, elle n'a pas, pour autant, dévalué le dollar de façon étranglante pour les Européens. C'est resté dans les limites de ce que pouvaient supporter Bruxelles et la Banque européenne, la très orthodoxe BCE, basée à Frankfort. Sur les rapports avec la Russie ou sur le nucléaire iranien, Obama dans les deux dernières années de son mandat a semblé assez proche des Européens. Même sur l'épineux dossier syrien, ni lui ni d'ailleurs Bruxelles n'ont voulu aller au charbon avec Moscou après le refus des Russes de permettre à l'ONU une ou des expéditions punitives. Autant de raisons qui font que dès hier, tous les responsables européens cachaient à peine leur joie de voir Obama courir un second et dernier mandat à la Maison-Blanche.

Sur un autre registre, nos amis les Sahraouis du Polisario et de la RASD peuvent avoir des raisons de se réjouir de la réélection de B. Obama. La fondation Kennedy, lobby très proche d'Obama et des sphères décisionnelles des States, est définitivement convaincue de la justesse de la cause du peuple sahraoui. Les dernières violations des droits de l'Homme à Laâyoune et les atteintes à l'intégrité physique d'Aminatou Haider (voir édition du *Soir d'Algérie* d'hier) perpétrées alors même que l'émissaire onusien s'y trouvait encore, ont, semble-t-il, selon des indiscrétions bruxelloises, sonné le glas des thèses marocaines auprès du Center Kennedy. Par ailleurs, des Kennedy ont été élus comme sénateurs dans le sillage de la réélection de l'actuel locataire de la Maison Blanche.

Traditionnellement, les présidents américains engagent les réformes et les changements les plus importants pendant leur dernier mandat. Sur le dossier sahraoui, toutes les conditions sont, présentement, réunies pour que les USA poussent à l'ONU le droit du peuple des nuages à s'autodéterminer. Comme les démocrates et Kennedy l'avaient fait pour les Algériens dans les années 60.

**A. M.**

## PRISE EN CHARGE MÉDICALE PENDANT LA GUERRE DE LIBÉRATION

# Des acteurs de l'époque évoquent «la santé de guerre»

***Les témoignages des moudjahidine et moudjahidate acteurs de la Révolution, se sont succédé hier au Palais de la culture pour évoquer la santé pendant la période de la Révolution mais aussi après l'indépendance.***

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Le témoignage du professeur Ysmaïl Dahlouk, médecin dans les maquis lors de la Révolution au niveau de la Wilaya IV a tenu en haleine les présents à la conférence organisée par l'EPSP Bouchenafa. Il précisera dans son intervention que la situation était la même dans les autres Wilayas.

«Il ne pouvait s'agir que d'une santé de guerre pour prendre en charge les malades et surtout les blessés. L'organisation n'a été fonctionnelle qu'en 1956. Auparavant, la santé était prise en charge au niveau des villes où étaient acheminés les blessés et traités clandestinement», témoigne le professeur Dahlouk. Il dira aussi que l'année 1956 a constitué une date charnière dans la vie de la Révolution. Il y a eu notamment, selon l'intervenant, l'intensification des actions pour liquider l'ALN et la grève des étudiants du 19 mai 1956 et par conséquent, un afflux massif des jeunes étudiants vers le maquis. «Le congrès de la Soummam a permis de restructurer la Révolution et de la redynamiser. C'est ainsi que le service de santé est né dans le maquis et des bases ont été créées au niveau des frontières en Tunisie et au Maroc. Nous avions ainsi créé une soupape de sécurité pour les blessés venus de l'intérieur», témoignera le professeur Dahlouk. «Pour ce qui est de l'exercice des services de santé, et en tant qu'acteur, je témoigne de cette activité, mais je me réserve pour la Wilaya IV où j'étais un acteur. Et c'est mon expérience personnelle que je relate», a-t-il ajouté. La zone 2 de la Wilaya IV où activait l'ancien moudjahid était stratégique et vaste. Elle couvrait l'équivalent de quatre départements actuels dont notamment Tipasa, Blida et Médéa. «J'étais monté au maquis pour soigner et pas pour organiser. Nous disposions d'infrastructures rudimentaires. Il s'agissait de bâtisses en terre battue au niveau des dechras et on évitait le centre du hameau. Nous nous installions en retrait, près d'une forêt pour être loin de la population et être prêts à réagir en cas d'attaque. Nous avions fonctionné avec une ou deux infirmeries. L'intendance s'occupait des médicaments mais de façon irrégulière. Et ce n'était pas des services spécialisés qui s'en occupaient. Il nous arrivait de laver les compresses et de les mettre à sécher. J'avais ma boîte d'instruments que je gardais dans la poche de mon pantalon pour ne pas la perdre», relate le professeur qui, à l'époque était tout juste étudiant en cinquième année de médecine. Il dira aussi que le reste du personnel présent au maquis «n'était pas qualifié mais dévoué». «J'avais souvent les blessures les plus difficiles, celles de l'abdomen, et aucun hôpital de pointe ne pouvait sauver les victimes de ces blessures par balle. Il fallait aussi traiter la population civile, pour ce faire, on a créé une équipe volante qui sillonnait les régions. Ces activités ont duré jusqu'au premier trimestre 1957, après, le climat s'est détérioré avec les ratissages et le déplacement des populations et avec ça, la région se situait derrière l'Atlas blidéen c'était un volcan, à proximité d'Alger et des villes-garnison de Blida et Boufarik», relatera le professeur Dahlouk. S'ensuivront le témoignage des moudjahidine et moudjahiddate qui ont évoqué la vie dans les maquis et surtout la constitution des services de santé et les interventions en situation de guerre avec des moyens rudimentaires. La rencontre a été organisée dans le cadre des festivités commémorant le Cinquantième anniversaire de l'indépendance.

**F.-Z. B.**